



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

CSA-A du 17 octobre 2024

Déclaration liminaire de la FSU 67

Monsieur le Recteur,

Mesdames et Messieurs les membres du CSA-A,

Quelques semaines après la rentrée, nous avons enfin une ministre... Alors que le nouveau gouvernement poursuit son cap sur une politique destructrice pour les services publics et pour l'École en particulier, le poste de Ministre de l'Éducation Nationale peine à être stabilisé, puisque Mme Genetet sera la 5ème ministre en un peu plus de 2 ans... Quand cessera cette valse délétère pour l'Éducation Nationale?

Lors de la passation de pouvoir le 23 septembre dernier, sa prédécesseure, restée 7 mois à ce poste, le reconnaissait d'ailleurs elle-même : "le monde éducatif est pris dans un incessant tourbillon de réformes". Ne serait-il pas temps d'opérer une pause?

La présentation du projet de loi de finances 2025 du 10 octobre en conseil des ministres, nous annonce le pire. 60 milliards d'économies! Avec 4000 postes d'enseignant·es supprimés, l'Éducation Nationale est désignée comme le principal contributeur de ces économies! Alors même que le gouvernement avait annoncé qu'il n'y aurait pas de retrait d'emplois fonctionnels en contact avec le public. La FSU le répète : l'Éducation Nationale a besoin de moyens pour préparer l'avenir des générations futures, permettre la réussite de toutes et tous, améliorer les conditions de travail de ses personnels et accroître l'attractivité de ces métiers... Quelle réponse apporte-t-on à ses personnels et ses usager·ères ? Suppression de postes, budget en baisse, ministre inexpérimentée qui découvre le grand bain de l'Education Nationale... Saura-t-elle défendre le budget de son ministère? La FSU a fait des propositions pour desserrer l'étau budgétaire, et notamment celle de réserver les fonds publics à l'école publique et uniquement à l'école publique.

Le premier ministre prétend mettre en oeuvre des réformes menant au meilleur

fonctionnement des établissements. Pour la FSU, c'est d'un changement de paradigme dont l'Éducation nationale a besoin. De la maternelle à l'Université, en passant par les services administratifs... toute l'École souffre d'un manque d'investissement chronique.

Pour la FSU, il est primordial de revenir sur l'ensemble des réformes qui désorganisent nos écoles et nos établissements depuis 2022 :

- La FSU rappelle sa demande d'abrogation du "Choc des savoirs" qui détériore la qualité de l'enseignement.

Engager des moyens humains et financiers est le seul levier qui permettra de lutter contre les inégalités et préparer les générations futures. Certes la baisse démographique est bien réelle, pourtant elle aurait dû profiter à l'école pour justement :

- améliorer les conditions d'enseignement (revenir au taux d'encadrement de 2006),
- permettre de lutter contre les inégalités,
- offrir à toutes et tous les élèves la possibilité de s'épanouir dans leurs apprentissages,
- faire bénéficier à celles et ceux qui en ont besoin de l'aide d'un RASED complet et formé,
- donner l'occasion aux équipes enseignantes de travailler sous d'autres formes avec plus d'adultes que de classes, dans le primaire par exemple...

Comment imaginer une rentrée 2024 sereine, quand au mois de septembre dernier, nous avons déjà dû faire face à de nouvelles dégradations de nos conditions d'enseignement? À la rentrée dernière, plus de 1 800 classes ont été fermées dans le premier degré, et le nombre d'élèves sans affectation en Seconde augmente. Les dispositifs comme la prépa-Secondaire sont inefficaces. Des postes demeurent vacants et des absences non remplacées, qu'il s'agisse d'enseignant·es, de personnels administratifs, médico-sociaux, d'AESH, de PSY-EN. Lors de l'audience du 7 octobre, vous nous avez informé que des TZR étaient sans affectation en EPS. Pourtant, dans le même temps, des absences d'enseignant·es dans cette discipline ne sont pas remplacées au collège Haute-Bruche ou au collège Lezay Marnésia....

- La FSU s'oppose également à la réforme de la formation des enseignant·es, reportée pour l'instant. Elle réclame de toute urgence la mise en place d'une véritable consultation autour d'une autre réforme. La FSU revendique de repenser le recrutement, afin de ne plus perdre

tous ces postes liés à la désaffectation du métier.

- La FSU continue de s'opposer à la réforme de l'enseignement professionnel, qui favorise l'apprentissage au détriment du modèle de formation sous statut scolaire, qui réduit encore le temps de formation des jeunes de LP, et qui privilégie l'insertion professionnelle rapide au détriment de la poursuite d'études.
- La FSU exige l'abandon des Assises de la santé scolaire et s'oppose au projet ministériel de pilotage départemental et de création d'un service de santé scolaire, avec une revue des personnels de santé scolaire.
- La FSU appelle enfin à une véritable réforme du système éducatif, par un investissement budgétaire conséquent, indispensable à l'amélioration des conditions d'exercice des métiers, à la démocratisation de la réussite scolaire, à l'amélioration des salaires de l'ensemble des personnels.

L'École, déjà énormément fragilisée, ne pourra pas supporter le plan d'austérité imposé par ce PLF. Non, définitivement, la FSU ne cautionne pas ce sabordage de l'Éducation Nationale.